



## Arrêt

**n° 144 632 du 30 avril 2015  
dans l'affaire X / III**

**En cause : 1. X,  
agissant en nom propre et en qualité de représentante légale de :**

**2. X,**

**3. X,**

**Ayant élu domicile : X**

**contre:**

**l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la Pauvreté, et désormais par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, chargé de la Simplification administrative.**

### **LE PRÉSIDENT F. F. DE LA IIIème CHAMBRE,**

Vu la requête introduite le 9 décembre 2014 par X, agissant en nom propre et en qualité de représentante légale de ses enfants Florin Emanuel et David Gabriel PAUN, tous de nationalité roumaine, tendant à l'annulation de « *la décision du 3 avril 2014 mettant fin au droit de séjour de plus de trois mois accompagnée d'un ordre de quitter le territoire jamais notifiés* ».

Vu le titre Ier *bis*, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, ci-après la Loi.

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 22 janvier 2015 convoquant les parties à l'audience du 17 février 2015.

Entendu, en son rapport, Mme M.-L. YA MUTWALE, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me J. BOUMRAYA, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me C. PIRONT *loco* Me D. MATRAY et S. MATRAY, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

### **APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :**

#### **1. Faits pertinents de la cause.**

1.1. La première requérante est arrivée en Belgique, accompagnée de ses enfants mineurs, à une date indéterminée.

1.2. Le 28 mars 2013, elle a introduit une demande d'attestation d'enregistrement en qualité de citoyen de l'union ayant le statut de travailleur indépendant dans le Royaume. Le 15 avril 2013, elle a été mise en possession d'une attestation d'enregistrement (carte E).

1.3. Le 22 mai 2013, les deuxième et troisième requérants ont introduit une demande d'attestation d'enregistrement en qualité de descendants de la première requérante. Le même jour, ils se sont vu délivrer une annexe 8 par laquelle le droit de séjour leur a été reconnu.

1.3. Par un courrier daté du 5 décembre 2013, la partie défenderesse a sollicité de la première requérante la production d'un certain nombre de documents à lui transmettre en vue de vérifier si les conditions pour l'exercice du droit de séjour sont respectées.

1.4. Le 13 février 2014, la partie défenderesse a pris à son égard une décision mettant fin au droit de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire. Le recours introduit contre cette décision auprès du Conseil de céans en date du 17 mars 2014, a été rejeté par un arrêt n° 127.140 du 17 juillet 2014, à la suite de la décision de retrait le 3 avril 2014 par la partie défenderesse de la décision attaquée.

1.5. En date du 3 avril 2014, la partie défenderesse a pris à l'encontre des requérants une décision mettant fin au droit de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire (annexe 21).

Cette décision qui constitue l'acte attaqué est motivée comme suit :

« MOTIF DE LA DECISION :

*En date du 28.03.2013, l'intéressée a introduit une demande d'attestation d'enregistrement en tant que travailleur indépendant. A l'appui de celle-ci, elle a produit un extrait de la Banque Carrefour des Entreprises de la société Quick Phone dont elle se déclare associée active ainsi qu'une affiliation auprès de la caisse d'assurances sociales Zenito. Elle a été mise en possession d'une attestation d'enregistrement le 15.04.2013.*

*Or, en date du 03/07/2013, l'INASTI a annulé l'affiliation de l'intéressée auprès de sa caisse d'assurances sociales comme associé actif de la société Quick Phone à partir du 11.03.2013, à défaut pour elle d'avoir fourni suffisamment de données probantes qui révèlent l'exercice d'une activité professionnelle de travailleur indépendant. Quant à l'intéressée, elle indique avoir travaillé comme indépendante pour une autre société, à savoir SNC Rovana Group, de mars à juin 2013 mais qu'il fut mis fin à cette occupation faute de travail disponible.*

*L'intéressée ne respecte donc plus les conditions mises au séjour d'un travailleur indépendant.*

*Interrogée par courrier personnel du 05.12.2013 à propos de ses activités professionnelles ou autres sources de revenus, de même que sur toute information pertinente relative à ses enfants, l'intéressée n'a pas répondu.*

*Par ailleurs, même si dans le cadre d'un recours en annulation introduit devant le Conseil du Contentieux des Etrangers, elle argue qu'elle cherche du travail, est inscrite auprès d'Actiris et du VDAB et suit des cours de néerlandais et d'intégration (Inburgering), elle ne fournit aucun document prouvant qu'elle a une chance réelle d'être engagée compte tenu de sa situation personnelle, de sorte que l'intéressée ne remplit pas les conditions mises au séjour d'un demandeur d'emploi.*

Dès lors, en application de l'article 42 bis § 1<sup>er</sup> de la loi du 15.12.1980, l'intéressée ne remplissant plus les conditions pour l'exercice de son droit de son séjour, il est mis fin à celui-ci.

En vertu de l'article 42 ter, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1, 1<sup>o</sup> et alinéa 2 de la même loi, il est également mis fin au séjour de ses enfants en Belgique dans le cadre d'un regroupement familial en tant que descendants. Leur mère n'a fait valoir pour ses enfants aucun besoin spécifique de protection en raison de leur âge ou de leur état de santé. Il est à noter que les enfants sont nés en Roumanie et n'ont introduit leur demande de regroupement familial qu'en juillet 2012, de sorte que la durée limitée de leur séjour ne permet pas de parler d'intégration. La vie familiale peut se poursuivre dans le pays d'origine.

Quant à la scolarité, rien n'indique que celle-ci ne puisse être poursuivie en Roumanie, pays membre de l'Union européenne, où celle de l'ainé a d'ailleurs normalement débuté. Le changement de système éducatif et de langue d'enseignement est l'effet d'un risque que les intéressés ont pris en s'installant en Belgique.

Par ailleurs, les liens sociaux et amicaux noués avec les camarades de classe et le corps professoral ne constituent pas des liens à ce point étroits qu'ils pourraient empêcher les intéressés de retourner dans leur pays d'origine. La protection offerte par l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme ne vise que les liens de consanguinité suffisamment étroits et concerne donc essentiellement la famille restreinte aux parents et aux enfants en ne s'étendant (sic) qu'exceptionnellement à d'autres proches pour autant que soit démontrée l'existence d'éléments supplémentaires de dépendance, ce qui n'est pas le cas ici.

En vertu de l'article 54 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 mentionné ci-dessus, étant donné qu'il est mis fin au séjour de l'intéressée en tant que travailleur indépendante et qu'elle n'est pas autorisée ou admise à séjourner à un autre titre, il lui est enjoint de quitter le territoire dans les 30 jours, accompagnée de ses enfants ».

## **2. Questions préalables.**

2.1.1. Dans sa note d'observations, la partie défenderesse soulève l'irrecevabilité *ratione temporis* du recours introduit par les requérants. Elle relève que « la décision attaquée a été notifiée à la partie requérante le 16 avril 2014 et la date apposée par la partie requérante sur son propre recours est la date du 9 décembre 2014, de sorte que le recours n'a pas été introduit dans le délai légal ».

2.1.2. Le Conseil rappelle que l'article 39/57, § 1<sup>er</sup>, de la Loi est libellé comme suit :

« § 1<sup>er</sup> : Les recours visés à l'article 39/2 sont introduits par requête, dans les trente jours suivant la notification de la décision contre laquelle ils sont dirigés.

Lorsque le recours est introduit par un étranger qui se trouve, au moment de la notification de la décision, dans un lieu déterminé visé aux articles 74/8 et 74/9 ou qui est mis à la disposition du gouvernement, la requête est introduite dans les quinze jours de la notification de la décision contre laquelle il est dirigé ».

2.1.3. En l'espèce, la partie défenderesse affirme que la décision attaquée a été notifiée à la partie requérante le 16 avril 2014. Elle joint à sa note d'observations une copie de l'acte de notification.

Les requérants exposent, en termes de requête, que la « décision [attaquée] n'a jamais été notifiée en personne à la requérante [et qu'] elle fut communiquée à son conseil [...] [par] voie

*de courriel le 12 novembre 2014, de façon incomplète, seule la première page de la décision étant communiquée ».*

A la lecture du dossier administratif, le Conseil observe que l'acte de notification précité du 16 avril 2014 comporte la signature de la personne qui aurait notifié « la décision du 03/04/2014 mettant fin au droit de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire ». Toutefois, ledit acte de notification ne comporte aucune signature ni mention à l'endroit réservé à la « signature de l'étranger », en telle sorte qu'il ne peut être affirmé que la partie requérante a reçu notification de la décision prise à son encontre.

Il en est d'autant plus ainsi qu'il ressort du « document de synthèse appel téléphonique », figurant au dossier administratif, qu'en date du « 12.11.2014 », un agent de la partie défenderesse a eu une conversation avec l'avocat de la partie requérante dont le contenu est précisé comme suit : « *Demande de renseignements concernant la notification d'une annexe 21, envoyée par l'Ac d'Anderlecht, mais non signée par la personne. Ai renvoyé ce jour ladite décision pour prise de connaissance* ».

Dans cette perspective, le Conseil estime, à la suite de la partie requérante, que « la requête est dès lors recevable *ratione temporis* ». En conséquence, l'exception d'irrecevabilité soulevée par la partie défenderesse ne saurait être accueillie.

2.2.1. Dans la même note d'observations, la partie défenderesse soulève en outre une exception d'irrecevabilité du recours en ce qu'il est introduit au nom des deuxième et troisième requérants par leur mère, la première requérante, qui agit en sa qualité de représentante légale, alors qu'elle ne justifie pas être dans les conditions pour pouvoir accomplir seule cet acte en leur nom.

2.2.2. En l'espèce, le recours a été introduit par la première requérante, déclarant agir « *en son nom et en qualité de représentante légal de ses enfants* », de nationalité roumaine. En effet, aux termes de la requête, les deuxième et troisième requérants seraient nés, respectivement le 21 février 2004 et le 10 mai 2006, en telle sorte qu'il ne peut être contesté que ces enfants n'ont pas, compte tenu de leur jeune âge, le discernement ni la capacité d'agir requis pour former seuls un recours en suspension et en annulation devant le Conseil de céans.

Cependant, dès lors que les requérants sont de nationalité roumaine et qu'il se pose une question relative à l'exercice de l'autorité parentale sur des enfants mineurs, il y a lieu de faire application de la loi du 16 juillet 2004 portant le Code de droit international privé.

A cet égard, l'article 35, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, dudit Code dispose que « *l'exercice de l'autorité parentale ou de la tutelle est régi par le droit de l'Etat sur le territoire duquel l'enfant a sa résidence habituelle au moment où cet exercice est invoqué* ». En l'occurrence, les deuxième et troisième requérants vivent avec leur mère sur le territoire belge où ils sont vu reconnaître le 22 mai 2013 un droit de séjour en qualité de descendants de citoyen de l'Union établi en Belgique. Dès lors, l'autorité parentale doit, en l'espèce, être analysée sous l'angle du droit belge.

2.2.3. Le droit belge prévoit que l'autorité parentale est régie par les articles 371 et suivants du Code civil. Il ressort plus particulièrement des articles 373 et 374 dudit Code que les père et mère exercent une autorité parentale conjointe sur leurs enfants, qu'ils vivent ensemble ou non. Si dans le cadre de l'autorité parentale conjointe, chacun des deux parents peut agir seul sur la base d'une présomption légale d'obtention de l'accord de l'autre parent, cette présomption ne concerne toutefois que les actes relatifs à l'autorité sur la personne (art. 373, alinéa 2) et à la gestion des biens (article 376, alinéa 2), et ne s'applique pas au pouvoir de représentation dans le cadre d'un acte procédural. Il s'en déduit que dans le cadre d'un

recours contre un acte administratif, les parents doivent agir conjointement en qualité de représentants légaux de leur enfant sauf si l'un d'eux démontre exercer l'autorité parentale de manière exclusive.

En l'occurrence, la première requérante ne prétend pas exercer l'autorité parentale exclusive sur ses enfants mineurs, elle ne démontre pas davantage sa qualité à représenter seule lesdits enfants, alors qu'il ressort de la lecture du dossier administratif que leur filiation paternelle serait établie à l'égard de leur père « C. NICOLAE ».

Il ressort du dossier administratif que ledit père a établi une déclaration dûment légalisée le 24 septembre 2012, dont la traduction du roumain vers le français, faite à Bruxelles le 26 septembre 2012, indique notamment ce qui suit : « [...] Je soussigné [C. Nicolae], je confie mes enfants mineurs, [C. F.E.], né le 21.04.2004 [...] et [P. D.-G.], né le 10.05.2006 [...] à la mère de ceux-ci : [P. M. M.], née le 23.08.1982 [...] pendant mon absence de Belgique. Je donne cette déclaration car elle m'est nécessaire à la Commune de Molenbeek. Rédigée aujourd'hui, à la date de la légalisation, à l'Ambassade de Roumanie à Bruxelles, en 2 exemplaires [...] ».

Force est de constater que cette déclaration ne constitue nullement une mesure judiciaire d'aménagement de l'autorité parentale permettant son exercice exclusif par la première requérante, mais ne constitue qu'un arrangement privé, fut-elle légalisée.

Dès lors, la requête en suspension et en annulation contre les décisions concernant leurs enfants mineurs, devait être introduite conjointement par le père et la mère en leur qualité de représentants légaux.

2.2.4. Il résulte de ce qui précède que le recours à l'encontre de la décision attaquée est irrecevable en ce qu'il est introduit par la première requérante en qualité de représentante légale des deuxième et troisième requérants.

### **3. Exposé du moyen d'annulation.**

3.1. La requérante prend un moyen unique de « la violation de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et notamment des articles 42 ter et 42 bis et 62 ; le défaut de motivation suffisante, raisonnable et adéquate ; l'erreur manifeste d'appréciation ; la violation de l'obligation d'examiner les circonstances particulières de l'affaire afin de décider en pleine connaissance de cause, en se fondant sur les éléments avérés, matériellement exacts et démontrés par le dossier ; la violation de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et notamment des articles 2 et 3 ; La violation du principe de bonne administration et de gestion consciencieuse ; la violation des devoirs de soin, précaution, minutie et prudence ».

3.2. Dans une première branche, elle invoque « l'erreur de motivation ». Elle expose que « la partie adverse prend une décision de retrait de séjour à l'encontre des requérants fondée sur le fait que la requérante ne travaille plus et considère que la requérante ne présente pas de chance réelle d'être engagé ; [qu'] il apparaît manifeste qu'un examen particulier et complet des circonstances de l'affaire n'a pas été mené mais au contraire réalisé à la hâte ».

Elle reproche à la partie défenderesse d'avoir estimé que « la requérante n'a aucune chance de retrouver un emploi du fait de « sa situation personnelle ». Elle affirme qu'elle « ne s'explique pas en quoi la partie adverse fonde pareille sentence », alors que, « ne se décourageant pas et cherchant à comprendre et contourner les obstacles se présentant sur sa route vers le marché du travail, la requérante a entrepris toutes sortes de démarches en vue de réintégrer le marché de l'emploi, depuis la fin de son activité ; [qu'elle] s'est inscrit auprès d'Actiris et du VDAB mais a aussi pris des contacts avec plusieurs potentiels employeurs dans

*des domaines très variés et suivi des cours de langue et d'intégration, ce qui démontre sa volonté sans faille de trouver un emploi ».*

*Elle expose qu' « il apparaît dès lors qu'en estimant que la requérante n'a aucune chance réelle d'être engagée, la partie adverse a commis une erreur manifeste d'appréciation, aucun élément objectif ne venant corroborer son raisonnement et sa conclusion excluant le retour sur le marché du travail de la requérante ; [qu'] une telle conclusion ne peut découler ni de l'examen du dossier de la partie requérante ni même de la motivation laconique de l'acte attaqué ; [que] la partie adverse donne une interprétation déraisonnable des faits qui lui sont présentés, n'évaluant pas la situation in concreto ».*

*Elle fait enfin valoir que « la notion de "chances réelles d'être engagé" ne fait pas l'objet d'une définition légale ; [qu'] il est contraire au principe de bonne administration et notamment au principe de sécurité juridique de prendre appui sur une notion vague et imprécise pour fonder un droit au séjour ».*

*3.3. Dans une deuxième branche, elle invoque « l'obligation d'information et de motivation renforcée ». Elle attire l'attention sur le prescrit de l'article 42bis de la Loi et expose que « l'obligation de prendre en considération l'ensemble des éléments de la cause découle non seulement et en particulier de la disposition précitée mais aussi plus généralement de l'obligation de motivation adéquate qui incombe à la partie adverse en vertu des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 et de l'article 62 de la loi du 15 décembre 1980 et son devoir de minutie dans l'élaboration de tous les actes administratifs individuels ».*

*Elle fait valoir que « la partie adverse n'examine pas l'incidence de sa décision sur les paramètres définis par le législateur concernant la requérante ; [...] [qu'elle] est en Belgique depuis trois ans ; [qu'] elle y a développé un large réseau de liens sociaux et amicaux ; [qu'] elle suit des cours de langues et d'intégration ; [que] la requérante a fait état de ces éléments dans son recours du 18 mars 2014, porté à la connaissance de la partie adverse ; [que] ces éléments devraient être pris en compte en vertu de l'article 42 bis § 1er alinéa 3 de la loi du 15 décembre 1980 ; [que] la partie adverse ne peut dès lors se contenter d'une phrase laconique et creuse, constatant que la requérante ne respecterait plus les conditions mises à son séjour mais doit examiner lesdits éléments ; [...] [que] la durée de séjour de celle-ci et de ses deux enfants était nécessairement connue de la partie adverse ; [...] [que la partie défenderesse] reste en défaut d'en faire état dans sa décision ; [que] de même, la situation familiale et économique des enfants Emanuel et David, leur intégration sociale et culturelle et l'intensité de leurs liens avec leur pays d'origine sont évoquées de façon incomplète et erronée ; [...] [que] les enfants sont scolarisés en langue française à l'Athénée Serge Creuz depuis leur arrivée ; [qu'] il ne pourrait être raisonnablement contesté que la scolarisation des deux jeunes garçons ne constitue pas un fort vecteur d'intégration à la fois sociale et culturelle ; [que] des liens créés avec les compagnons de classe et le corps professoral mais aussi avec la culture belge francophone véhiculée par l'enseignement donné en français ; [qu'] Emanuel et David apprennent à lire et écrire en français avant d'étudier leur langue maternelle ; [que] l'intensité des liens conservés par les deux jeunes garçons avec le pays d'origine doit être relativisée ».*

*Elle affirme que « le législateur a volontairement mis l'accent sur l'importance de la scolarité des enfants, sans distinction d'âge, prévoyant purement et simplement une exception expresse de retrait du droit de séjour aux enfants du citoyen de l'Union qui séjournent dans le Royaume et sont inscrits dans un établissement d'enseignement ni au parent qui a la tutelle effective des enfants jusqu'à la fin de leurs études ; [que] si l'article 42 ter, § 2 de la loi du 15 décembre 1980 traite des descendants de citoyens de l'Union qui ont quitté le pays ou qui sont décédés, il permet de mettre en exergue l'importance de la scolarité au yeux du législateur et aurait dû éclairer la partie adverse sur l'application des critères de tempérament au retrait ».*

Elle expose que « la partie adverse fait valoir qu'une interruption de la scolarité ne serait que la conséquence des choix opérés par la requérante pour ses enfants ; [que] ce faisant, la partie adverse ajoute à la loi, puisque la loi, et singulièrement l'article 42 ter de la loi du 15 décembre 1980, ne prévoit pas que seraient exclues les situations dans lesquelles aurait été opéré un choix, plus ou moins libre, de l'étranger ; [qu'] une telle motivation n'est pas adéquate, compte tenu du prescrit de l'article 42 ter de la loi du 15 décembre 1980 ; [que] force est donc de constater que la partie adverse ne démontre pas avoir accompli un examen scrupuleux et détaillé de la situation générale de la requérante et de ses deux enfants ».

Elle conclut qu' « en ne tenant pas compte de la situation des requérants de façon sérieuse, et en n'investigant pas d'avantage, la partie adverse viole l'article 42 ter de la loi du 15 décembre 1980 et méconnaît l'obligation qui lui incombe de statuer en prenant en considération tous les éléments du dossier afin de motiver adéquatement sa décision, conformément aux articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 et à l'article 62 de la loi du 15 décembre 1980 et son devoir de minutie lus conjointement aux articles 42 bis et 42 ter de la loi du 15 décembre 1980 ».

3.4. Dans une troisième branche, elle invoque « l'intérêt supérieur des enfants mineurs ». Elle expose que « la partie adverse enjoint les enfants mineurs de la requérante de quitter le territoire ; [qu'] un retour précipité en Roumanie contraindrait Emanuel et David à mettre un terme prématuré à l'année scolaire entamée ; [qu'] un tel éloignement causerait un préjudice grave, puisqu'il entraînerait très vraisemblablement la perte d'une année scolaire pour les deux enfants, qui perdraient par la même occasion une année de retard dans leur vie professionnelle future ».

Elle rappelle « qu'en Belgique, l'obligation scolaire porte sur tous les mineurs en âge d'obligation scolaire, domiciliés ou résidant sur le territoire belge, et ce sans distinction de statut notamment administratif, en vertu de la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire et notamment son article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup> ; [que] cela signifie que l'enfant mineur doit être inscrit dans un établissement organisé, subventionné ou reconnu et qu'il doit fréquenter régulièrement et assidûment l'établissement où il est inscrit ». Elle rappelle également la Convention de New-York conclue le 20 novembre 1989 relative aux droits de l'enfant affirme en son article 3, alinéa 1.

Elle expose que « les enfants sont scolarisés depuis leur arrivée en langue française en Belgique et sont bien intégrés dans leur école ; [que] quitter camarades et institutrices pour un pays qu'ils n'ont pas ou peu connu entraînerait un profond traumatisme ; [que] la partie adverse n'a pas examiné de façon sérieuse l'impact néfaste de sa décision sur la scolarité des enfants à l'aune de l'intérêt supérieur des enfants mineurs mais se contente de renvoyer à la responsabilité de la requérante, considérant qu'une interruption dans la scolarité des enfants n'est qu'une conséquence des choix de leur mère ».

3.5. Dans une quatrième branche, elle invoque « la motivation par référence » et fait valoir qu'elle « n'a jamais eu connaissance de la décision de l'INASTI à laquelle la partie adverse fait largement référence ».

Elle expose qu' « à défaut de reprendre dans l'acte attaqué le contenu du document de référence ou encore de l'annexer à sa décision lors de la notification, en sorte de permettre à la partie requérante d'en prendre connaissance au moins simultanément, force est de constater que la décision est inadéquatement motivée, en violation des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991, de l'article 62 de la loi du 15 décembre 1980 et de l'obligation de motivation adéquate et raisonnable ».

#### **4. Examen du moyen d'annulation.**

4.1. Sur les quatre branches du moyen réunies, le Conseil rappelle tout d'abord que l'obligation de motivation formelle à laquelle est tenue l'autorité administrative doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'explicitier les motifs de ses motifs. Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet.

4.2. Le Conseil rappelle ensuite qu'aux termes de l'article 40, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, de la Loi, tout citoyen de l'Union a le droit de séjourner plus de trois mois sur le territoire du Royaume « *s'il est un travailleur salarié ou non salarié dans le Royaume ou s'il entre dans le Royaume pour chercher un emploi, tant qu'il est en mesure de faire la preuve qu'il continue à chercher un emploi et qu'il a des chances réelles d'être engagé* ».

Le Conseil rappelle, en outre, que l'article 42bis de la Loi est libellé comme suit :

*« § 1er. Le ministre ou son délégué peut mettre fin au droit de séjour du citoyen de l'Union lorsqu'il ne satisfait plus aux conditions fixées à l'article 40, § 4, et à l'article 40bis, § 4, alinéa 2, ou, dans les cas visés à l'article 40, § 4, alinéa 1er, 2° et 3°, lorsqu'il constitue une charge déraisonnable pour le système d'aide sociale du Royaume. Le ministre ou son délégué peut, si nécessaire, vérifier si les conditions pour l'exercice du droit de séjour sont respectées.*

*§ 2. Un citoyen de l'Union conserve cependant le droit de séjour prévu à l'article 40, § 4, alinéa 1er, 1°, dans les cas suivants :*

*1° s'il a été frappé par une incapacité de travail temporaire résultant d'une maladie ou d'un accident;*

*2° s'il se trouve en chômage involontaire dûment constaté après avoir été employé au moins un an et s'est fait enregistrer en qualité de demandeur d'emploi auprès du service de l'emploi compétent;*

*3° s'il se trouve en chômage involontaire dûment constaté à la fin de son contrat de travail à durée déterminée inférieure à un an ou après avoir été involontairement au chômage pendant les douze premiers mois et s'est fait enregistrer en qualité de demandeur d'emploi auprès du service de l'emploi compétent. Dans ce cas, il conserve le statut de travailleur pendant au moins six mois;*

*4° s'il entreprend une formation professionnelle. A moins que l'intéressé ne se trouve en situation de chômage involontaire, le maintien de la qualité de travailleur suppose qu'il existe une relation entre la formation et l'activité professionnelle antérieure ».*

4.3. En l'espèce, la décision entreprise est fondée sur la constatation que la requérante ne remplit plus les conditions mises à son séjour en qualité de travailleur indépendant et ce, sur la base des constats suivants : d'une part, « *en date du 03/07/2013, l'INASTI a annulé l'affiliation de l'intéressée auprès de sa caisse d'assurances sociales comme associé actif de la société Quick Phone à partir du 11.03.2013, à défaut pour elle d'avoir fourni suffisamment de données probantes qui révèlent l'exercice d'une activité professionnelle de travailleur indépendant* » ; d'autre part, la requérante a déclaré « *avoir travaillé comme indépendante pour une autre société, à savoir SNC Rovana Group, de mars à juin 2013 mais qu'il fut mis fin à cette occupation faute de travail disponible* ». La partie défenderesse a dès lors considéré que la requérante « *ne respecte donc plus les conditions mises au séjour d'un travailleur indépendant* ».



Par ailleurs, la décision attaquée indique que la partie défenderesse a fait parvenir à la requérante un courrier en date du 5 décembre 2014, par lequel elle l'invitait à fournir les éléments de preuves nécessaires au maintien de son droit au séjour, mais que la requérante s'est abstenue de répondre à cette invitation. La partie défenderesse indique que, nonobstant ce refus, elle a tenu compte des éléments invoqués par la requérante au cours d'une procédure antérieure devant le Conseil de céans, mais elle a conclu que la requérante « *ne fournit aucun document prouvant qu'elle a une chance réelle d'être engagée compte tenu de sa situation personnelle, de sorte que l'intéressée ne remplit pas les conditions mises au séjour d'un demandeur d'emploi* ».

En termes de requête, la requérante se borne à opposer aux arguments figurant dans la décision attaquée des éléments de fait sans pour autant démontrer l'existence d'une violation des dispositions visées au moyen, ce qui revient à inviter en réalité le Conseil à substituer son appréciation à celle de la partie défenderesse. Or, le Conseil rappelle qu'il est compétent pour exercer un contrôle de la légalité de la décision administrative attaquée et qu'à ce titre, il ne lui appartient nullement de se prononcer sur l'opportunité de décisions qui relèvent du pouvoir discrétionnaire de la partie défenderesse, ni de substituer, dans le cadre de l'examen du recours, son appréciation à celle de l'administration dès le moment où il ressort du dossier que cette autorité a procédé, comme en l'espèce, à une appréciation largement admissible, pertinente et non déraisonnable des faits qui lui sont soumis.

S'agissant de l'argument selon lequel la requérante n'aurait « *jamais eu connaissance de la décision de l'INASTI à laquelle la partie adverse fait largement référence* », force est de constater qu'il manque en fait. En effet, un courrier daté du 3 juillet 2013 de l'Institut national d'assurance sociales pour travailleurs indépendants (INASTI) figure bien au dossier administratif. Ce courrier reprend les références de la requérante, lesquelles apparaissent aussi dans l'attestation d'affiliation de la requérante à la Caisse d'assurances sociales (Zenito) établie le 3 avril 2013. Il ressort de ces deux documents figurant au dossier administratif, et particulièrement du courrier de l'INASTI, que l'affiliation de la requérante auprès de la caisse d'assurances sociales a été radiée à partir du 11 mars 2013.

A cet égard, le Conseil rappelle qu'une motivation par référence est conforme aux articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 précitée à condition que l'avis auquel il est fait référence soit reproduit in extenso dans l'acte attaqué ou ait été porté à la connaissance de son destinataire au plus tard le jour de la notification de l'acte qui cause grief. Or, ainsi qu'il est développé supra, le Conseil observe que les informations relatives à la décision de l'INASTI figurent bien au dossier administratif, de sorte que si la requérante désirait compléter son information quant aux considérations de fait énoncées dans l'acte attaqué, il lui était parfaitement loisible de demander la consultation de ce dossier sur la base de la loi du 11 avril 1994 relative à la publicité de l'administration.

Il s'en déduit qu'au regard de ses obligations de motivation formelle, la partie défenderesse a fourni à la requérante une information claire, adéquate et suffisante qui lui permet de comprendre les raisons pour lesquelles il n'a pas été fait droit à sa demande de carte de séjour. Exiger davantage de précisions dans la motivation de l'acte attaqué, et notamment contraindre la partie défenderesse à répondre distinctement à chaque allégation de la requérante, ou encore l'obliger à fournir les motifs des motifs de sa décision, excèderaient son obligation de motivation.

4.4. En conséquence, le moyen unique n'est fondé en aucune de ses branches.

## **5. Dépens.**

La requérante demande de « *condamner la partie adverse aux entiers dépens* ». Or, force est de constater que la requérante s'est vu accorder le bénéfice du pro deo, en telle sorte qu'elle n'a pas intérêt à cette demande.

**PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

**Article unique.**

La requête en annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le trente avril deux mille quinze par :

Mme M.-L. YA MUTWALE,

Président F.F., juge au contentieux des étrangers,

M. F. BOLA,

greffier assumé.

Le greffier,

Le président,

F. BOLA

M.-L. YA MUTWALE